

28 JUIN 2022 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

## CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'ISSUE DU G7 EN ALLEMAGNE.

[Télécharger le .pdf](#)

Bonjour messieurs-dames,

Heureux de vous retrouver à l'issue de ce G7. Je souhaitais d'abord remercier le Chancelier SCHOLZ pour l'organisation de ce G7 à Elmau, et la prochaine étape au niveau des chefs d'Etat et de Gouvernements se tiendra donc au Japon et le Premier ministre japonais a pu, à l'issue de nos réunions, présenter le programme.

Évidemment ce G7 a d'abord conduit à de nombreuses discussions, en format G7, avec les différents pays qui nous ont rejoints, mais également dans un format plus restreint ce matin sur la guerre en Ukraine. Le groupe des sept grandes puissances partage un même attachement de l'ordre multilatéral démocratique. Et de manière très claire, ce qui ressort de nos discussions, nos conclusions, c'est que ce n'est pas l'Ouest qui s'oppose au reste du monde, mais bien le camp de la paix contre celui de la guerre. La Russie ne peut ni ne doit gagner. Donc notre soutien à l'Ukraine et nos sanctions contre la Russie se maintiendront aussi longtemps que nécessaire et avec l'intensité nécessaire durant les prochaines semaines et les prochains mois.

Evidemment, nous avons tous appris ensemble hier après-midi, la frappe russe sur le centre commercial de Krementchouk. Et nous avons, tous, avec la plus grande fermeté, condamné ce nouveau crime de guerre et son atrocité. Si besoin en était, c'est la preuve, une nouvelle fois, que l'armée russe a décidé d'utiliser la sidération comme un élément du conflit, et s'attaque à des civils. Donc, là aussi, nous continuerons d'œuvrer pour que la vérité soit faite et que toutes celles et ceux qui doivent l'être soient condamnés par la justice internationale et la justice ukrainienne.

Le G7 a ainsi montré son efficacité pour coordonner le soutien à l'Ukraine, d'abord pour permettre aux Ukrainiens de se défendre. Nous avons pu, lors de l'échange avec le président ZELENSKY, revenir dans le détail sur les soutiens bilatéraux et la coordination de ces derniers, pour aider sa population avec un soutien humanitaire et des engagements nouveaux, pour permettre là aussi au pays d'avancer et de maintenir l'effort de guerre avec une aide budgétaire importante et un investissement européen, comme vous le savez que nous avons décidé il y a quelques semaines, de 9 milliards d'euros de prêts, en plus de ce qui avait été fait sur le plan bilatéral. Et je le rappelle, sur tous ces sujets, la France a d'ores et déjà mobilisé 2 milliards de dollars d'engagements, que j'avais pu confirmer il y a quelques semaines à Varsovie. Nous avons également, lors de l'échange avec le président ZELENSKY pu avancer sur le processus de reconstruction du pays. Une plateforme européenne portera le financement et nous avons décidé de donner de la cohérence à nos initiatives entre Européens et non-Européens et de pouvoir, justement au sein du G7, organiser nos efforts financiers et l'organisation des efforts de reconstruction. La guerre est loin d'être terminée, mais nous avons pu le voir, pour celles et ceux qui m'accompagnaient il y a quelques jours à Irpin, il y a un enjeu de reconstruction dès cette phase de la guerre, même s'il est partiel, pour permettre aux populations, en particulier dans toute la région de Kiev et au Nord, de revenir dans les villes qui parfois ont été largement détruites.

Le G7 est aussi au rendez-vous pour éviter une « sur-crise » mondiale liée à la guerre. En effet, le monde sort à peine de la pandémie. Nos économies doivent maintenant absorber un autre choc économique très important, qui est lié à la guerre et qui fait monter les prix de l'énergie et de l'alimentation, qui alimentent l'inflation et le ralentissement de nombre de nos économies et nourrissent l'inquiétude dans les économies développées, celles du G7 comme dans les économies émergentes ou en voie de développement. C'est ce que la discussion d'hier a permis de mettre en lumière. Et donc cette nécessité de prendre en compte et de répondre aux conséquences directes et indirectes de la guerre est indispensable d'abord pour aider nos populations à vivre durant un temps qui va durer, et ensuite pour éviter que le monde ne se fracture car nous avons tous mesuré combien la Russie, dans ses tentatives de

déstabilisation de l'ordre mondial, utilisait les conséquences du conflit pour faire douter certains Etats. Les partenaires invités hier : l'Inde, l'Indonésie, l'Afrique du Sud, le Sénégal et l'Argentine, ont pu largement échanger avec nous sur ce sujet. Notre volonté commune d'avancer sur à la fois l'organisation de nos politiques macroéconomiques et le soutien budgétaire aux pays en difficulté, sur notre volonté commune de répondre justement à la crise alimentaire et sur la question énergétique.

Sur nos politiques macroéconomiques et financières, c'est une question essentielle, et sur ce volet, il est très clair que nous avons besoin d'agir de manière concertée. Nous en avons besoin entre économies du G7 pour articuler nos réponses monétaires et budgétaires. En notant d'ailleurs, vous pourrez y revenir si vous le souhaitez, mais que les situations nord-américaine et européenne sont très différentes. Les économies européennes n'ont pas un excès de demande et ne sont pas des économies qui sont en surchauffe et justifieraient des politiques trop restrictives sur le plan monétaire. Nous avons une normalisation monétaire à conduire, mais aussi des économies à continuer de faire sortir de la pandémie. Et donc il nous faut coordonner - c'est la vocation initiale du G7 - une politique macro budgétaire et financière pour veiller à absorber les différents types d'inflation, à préserver la création d'emplois et une économie stable et bien articulée en sortie de crise COVID et dans un contexte géopolitique que je décrivais.

Mais c'est plus encore à l'égard des économies les plus fragiles et donc des pays en voie de développement et pays émergents que nous devons intensifier la réponse. Vous vous en souvenez sans doute, mais au mois de mai de l'année dernière, la France avait apporté une réponse en tenant un sommet sur le financement des économies africaines qui avait permis justement d'articuler, en lien avec le FMI, des premiers engagements pour aller vers une émission de droit de tirages spéciaux et une réallocation de ces droits de tirages spéciaux du FMI à l'égard de ces pays les plus pauvres et intermédiaires, qui avaient été actées à Carbis Bay lors du précédents G7. Ce point de rendez-vous me permet de vous dire que les engagements ont été tenus. La France a tenu son engagement de réallocation de 20 % de ses droits de tirages spéciaux. Et nous avons bien ces 100 milliards d'engagements qui sont tenus.

Face au contexte qui est le nôtre, il est clair que nous devons désormais accroître cet effort. La discussion hier, en particulier avec la directrice générale du FMI, a permis de montrer l'importance de poursuivre cet effort, et de réallouer davantage. Et donc, le travail qui avait été fait entre le G7 de Carbis Bay et le G20 de Rome, qui avait permis de consacrer ces efforts, doit être poursuivi maintenant en vue du G20 de Bali, et nous devons passer d'une répartition de 20% à 30 % pour pouvoir justement répondre aux défis de beaucoup de ces pays, et élever le seuil pour pouvoir répondre à la situation de quelques pays émergents, je pense à l'Indonésie entre autres. Nous y travaillerons donc avec le FMI. Mais j'ai pris l'engagement de porter cette initiative, comme la France l'avait fait il y a quelques mois, pour évidemment apporter cette aide indispensable aux pays vulnérables.

Sur la question énergétique, qui était le deuxième point que j'évoquais. Là aussi, nous avons essayé d'apporter une réponse commune, et elle contribue de ce qui est absolument essentiel dans la période. D'abord parce que la guerre vient faire monter le prix des énergies fossiles, c'est-à-dire l'essence et le gaz, dans toutes nos sociétés. Pour les Européens, c'est évidemment un choc très important. Il est asymétrique par rapport aux autres économies parce que beaucoup d'économies européennes dépendent plus du gaz russe. Et ça intervient dans un contexte où nous étions en train de mener, et nous devons continuer de mener, la transition énergétique, qui est la seule compatible avec nos objectifs climatiques. Nous ne devons pas la perdre de vue.

Et donc en cela, la transition énergétique demeure notre grand chantier pour les années à venir, que la crise actuelle ne fait qu'accélérer. À court terme, notre objectif est évidemment de limiter les effets de la crise sur l'ensemble de nos concitoyens, nos entreprises, et pouvoir rétablir les équilibres sur le marché de l'énergie et faire baisser les prix. Plusieurs initiatives ont été lancées qui demandent à être maintenant concrétisées techniquement, mais nous avons donc appelé entre acheteurs à mieux nous coordonner pour parler ensemble aux producteurs qui portent une responsabilité immense étant donné notre

dépendance collective. Et donc notre volonté de pouvoir, à la fois en libérant davantage de volumes mais en ayant aussi une discussion concertée entre grands pays acheteurs, permettre de mieux tenir les prix du gaz, les prix du pétrole qu'il s'agisse du pétrole brut comme de tous les produits transformés à partir du pétrole. Je pourrai là aussi répondre, si vous le souhaitez, à vos questions et rentrer dans plus de détails. C'est une première concertation qui était indispensable à notre niveau. Elle emporte beaucoup de sujets techniques qui vont alimenter les travaux des prochains mois. Évidemment, le déplacement du Président BIDEN dans le Golfe dans quelques jours ou quelques semaines, et les travaux que nous aurons à mener en Européens et là aussi dans le cadre du G7 au niveau ministériel.

Ensuite, il nous faut continuer d'avancer sur, évidemment, les voies alternatives au gaz russe d'une part, mais d'autre part l'accélération des sources d'énergie, et de production d'électricité bas-carbone, qui sont compatibles avec nos objectifs climatiques, et avec évidemment une baisse de la sensibilité à la Russie, et à cet égard, le nucléaire d'une part et les énergies renouvelables d'autre part. Je veux ici dire tout notre soutien au projet de l'Agence internationale de l'énergie pour accélérer les transferts de technologies à travers des mécanismes, en particulier de regroupement de licences pour sécuriser les industriels, un peu sur le plan de ce que nous avons fait pour les sujets sanitaires il y a quelques mois. Et donc, nous porterons cet agenda avec l'Agence internationale de l'énergie en vue de la COP 27. Et nous avons aussi mené sur ce sujet un travail important sur les intrants critiques qui concernent notamment la transition énergétique, pour intensifier notre coopération. Dans ce contexte, il est clair que nous devons aussi soutenir la transition chez nos grands partenaires, en nous inscrivant dans les lignes décidées à Glasgow, qui nous permettent d'envisager cette transition dans son ensemble pour sortir du charbon en priorité, en passant par le gaz et/ou le nucléaire jusqu'au renouvelable.

Et donc avec une gradation, si je puis dire, à une échelle qui demeure très claire et que je veux ici préciser : le pire est le charbon, c'est le plus émetteur, le gaz est moins dramatique, mais il émet quand même du CO<sub>2</sub>, c'est une ressource fossile, et le nucléaire est meilleur puisque c'est la seule source d'énergie non intermittente pour produire de l'électricité qui est à bas carbone. C'est pour ça que nous la défendons, au-delà du modèle français. Ensuite, il y a toutes les sources d'énergies renouvelables, qui ont aujourd'hui, à technologie constante, un défaut : celui d'être intermittentes, c'est-à-dire de ne pas produire en permanence, mais qu'il faut développer très largement dans nos économies. Nous devons ici être clairs : il y a eu des débats avec beaucoup de nos partenaires et nous sortons convaincus d'une double nécessité.

D'une part, nous devons accélérer les investissements pour garantir l'accès de tous à l'énergie, et en particulier intégrer dans nos critères le fait que nous avons encore aujourd'hui 600 millions de foyers sans électricité en Afrique, auxquels on ne peut pas dire du jour au lendemain : débrouillez-vous. Nous devons donc accompagner les grands projets énergétiques aux meilleurs standards possibles en Afrique. C'est le cadre d'ailleurs des projets que nous portons, c'est celui que nous avons monté avec l'Afrique du Sud, le projet dit JETP, que nous allons développer avec le Sénégal et plusieurs autres économies, et puis tenir le cap de la neutralité carbone à horizon 2050.

Au-delà des sujets macroéconomiques et financiers et du soutien, au-delà des sujets énergétiques, il y a également, je le disais, la question alimentaire. C'est le troisième grand sujet de déstabilisation lié au contexte contemporain et qui a été renforcé par la guerre. Là-dessus, la France a annoncé un doublement de sa contribution à la sécurité alimentaire mondiale en la portant à 700 millions d'euros, dont 150 millions d'euros pour le Programme alimentaire mondial. Tout cela nous conduit à avoir une série de nouveaux engagements du G7, qui porte au total à 4,5 milliards de dollars d'efforts. C'est une nécessité pour nous coordonner et poursuivre l'action. Cette action, vous vous en souvenez, nous l'avons lancée dès les premiers jours de la guerre avec l'initiative dite FARM, que la France a lancée, en lien avec le Sénégal, la France, dans le cadre de sa présidence de l'Union européenne, le Sénégal dans le cadre de sa présidence de l'Union africaines. Nos deux organisations régionales ont évidemment endossé cette initiative et FARM a d'ores et déjà permis d'avoir des résultats très concrets avec des initiatives aussi qui

ont été ensuite poursuivies à l'Organisation mondiale du commerce, au Programme alimentaire mondial, le FIDA, la Banque Mondiale, etc.

Nous avons pu obtenir les premiers accords historiques à l'Organisation mondiale du Commerce contre les restrictions d'exportations, notamment pour les denrées destinées au Programme alimentaire mondial. C'était un des risques de début de la guerre, que certains pays restreignent leurs exportations pour faire face à ce choc asymétrique. La réaction immédiate que nous avons conduite et l'engagement avec l'Organisation mondiale du commerce, a permis de prévenir ces comportements et ensuite de mobiliser le secteur privé.

Nous avons mis en place une coalition formée par les différents ministres représentant toute la chaîne de valeur et nous avons, tout en luttant contre la spéculation, dégagé davantage d'offres et apporté une réponse en termes de production destinée aux pays qui étaient les plus dépendants des céréales russes et puis un investissement sur le long terme. Le G7 a donné ainsi mandat au FIDA qui a travaillé avec nous sur une feuille de route pour augmenter la production agricole, notamment en Afrique. Ceci est très cohérent avec ce que nous avons porté sous la présidence française de l'Union européenne à travers le sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne dans lequel nous avons inscrit cette stratégie protéinique que la France a beaucoup porté, qui consiste à davantage produire de protéines sur le sol africain. Ce qui était déjà au cœur, dès janvier 2021, du One Planet Summit biodiversité que nous avons tenu à Paris, avait permis de relancer cette initiative de la Grande Muraille verte qui permet d'apporter des soutiens internationaux à la production de projets d'agroforesterie dans 13 pays, du golfe de Guinée jusqu'à la Corne de l'Afrique.

C'est une initiative qui est très cohérente et qui réconcilie, si je puis dire, les agendas de lutte contre la désertification et d'amélioration de la sécurité alimentaire, en particulier des pays africains. Nous poursuivons ce travail et je veux ici saluer l'engagement du Secrétaire général des Nations Unies car dans le cadre de ce travail sur l'enjeu alimentaire, il y a évidemment la nécessité de sortir les céréales qui sont aujourd'hui prises au piège de la guerre et des décisions de la Russie en Ukraine. Une médiation a été commencée par le Secrétaire général pour utiliser la voie maritime par Odessa. Elle se poursuit et nous avons eu l'occasion d'échanger avec lui hier pour lui apporter notre plein soutien. Elle suppose évidemment des discussions au premier titre entre la Russie et l'Ukraine, car cette sortie ne peut en aucun cas fragiliser la sécurité du sol ukrainien mais elle implique aussi la Turquie, qui a un rôle particulier, vous le savez, pour la sécurité en mer Noire. Notre soutien est acquis, nous l'avons rappelé au Secrétaire général. En parallèle, nous continuons de travailler pour améliorer la sortie des céréales d'Ukraine par d'autres voies, et en particulier par la Roumanie et la Moldavie — c'était au cœur de discussions que j'ai pu avoir quand je me suis rendu moi-même il y a quelques jours dans ces deux pays — par voie ferroviaire et par voie fluviale, où nous arrivons à sortir des volumes. Nous avons d'ailleurs largement amélioré les choses ces derniers mois, puisqu'alors qu'en temps ordinaire c'est 5 millions de tonnes par mois qui sont sorties par le port d'Odessa, au mois d'avril c'était 1,2 million, au mois de mai 1,7 million et au mois de juin on a réussi à sortir un peu plus de 2 millions de tonnes grâce justement à cette mobilisation supplémentaire. Mais les prochaines semaines seront critiques car le défi est de pouvoir libérer ces volumes pour aller vers les pays qui en ont le plus besoin et avant qu'il n'y ait une nouvelle récolte et que les moissons n'arrivent en Ukraine, qui nécessiteront d'utiliser ces capacités de stockage à plein.

Le G7 ne perd pas de vue les autres grands combats mondiaux, et je terminerai sur ce point. Nous restons mobilisés évidemment sur la santé mondiale. Nous avons largement dépassé les milliards de doses sur lesquelles nous nous étions engagés à Carbis Bay. Nous devons continuer sur l'agenda de la résilience, avec deux sujets sur lesquels je veux insister : d'abord tout ce qui a été fait pour produire des vaccins, en particulier en Afrique, doit être renforcé, et nous devons aller beaucoup plus vite et beaucoup plus fort. Et donc sur ce sujet-là, c'est l'engagement que nous avons pris à l'égard du Sénégal et de l'Afrique du Sud. Vous vous en souvenez peut-être, mais il y a un an j'étais en Afrique du Sud pour qu'on porte les premiers sujets de coopération industrielle permettant de développer de la production de

vaccins sur le sol africain. C'est en train d'arriver à maturité. La clé maintenant, c'est que quand nous achetons des vaccins pour les Africaines et les Africains, on les achète sur ces hubs de production, et pas évidemment dans des laboratoires situés en Europe ou ailleurs. C'est une nécessité pour leur donner de la solidité. Et la crise a montré combien nous avons besoin de continuer à soutenir les systèmes de santé primaires parce que, lorsqu'ils sont trop fragiles, les campagnes de vaccination ne peuvent être efficaces. Nous portons aussi tous la même cible de protéger 30% des terres et mers d'ici 2030, que nous porterons à la Convention pour la biodiversité de Montréal en décembre prochain. Et nous partageons l'ambition d'un ordre public numérique en bâtissant les outils existants. Je rappelle ici l'importance des appels de Christchurch, l'appel de Paris, du Programme mondial pour l'intelligence artificielle, que nous avons porté avec le Canada. Et j'aurai l'occasion en septembre prochain, en lien avec Reporters sans frontières, de porter une nouvelle étape des initiatives que nous défendons depuis plusieurs années maintenant pour lutter contre la désinformation dans nos pays et dans tous les pays du monde. Et en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, nous aurons à porter une initiative pour bâtir ce GIEC de l'information et de la lutte contre la désinformation. Voilà les quelques mots, en étant le plus complet possible, mais en ayant conscience de ne pas être totalement exhaustif, que je souhaitais porter à votre connaissance à l'issue de ce G7 avant de répondre à vos questions.